

LA PROTECTION DES POSIDONIES



SOMMAIRE

COMPRENDRE	2
1- QU'EST CE QUE LA POSIDONIE ?	2
2- POURQUOI PROTEGER LA POSIDONIE ?	2
3- MENACES PESANT SUR LA POSIDONIE	3
CONNAÎTRE LA REGLEMENTATION	6
1- CADRE GENERAL APPLICABLE AUX ESPECES PROTEGEES	6
2- ESPACES PROTEGES EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR.....	8
3- ENJEUX SPECIFIQUES AUX POSIDONIES.....	10
AGIR	12
1- COMMENT CONTESTER UNE DECISION ADMINISTRATIVE QUI PORTERAIT ATTEINTE A UN HERBIER DE POSIDONIE ?	13
2- QUE FAIRE FACE A L'ATTEINTE D'UN HERBIER DE POSIDONIE ?	13



COMPRENDRE...

1- QU'EST CE QUE LA POSIDONIE ?

La posidonie (*Posidonia oceanica*) est une plante à fleurs marine endémique de la Méditerranée. Elle se développe entre 0 et 40 mètres de profondeur, en fonction de la transparence de l'eau. Les herbiers de posidonie sont très sensibles à la salinité de l'eau (qui ne doit pas descendre en dessous de 33%) et à la température (qui doit être comprise entre 9,0 et 29,2°C)¹.

La posidonie est constituée de rhizomes, ce sont des tiges rampantes ou dressées qui sont généralement enfouies dans le sédiment. A la fin de ces rhizomes, des faisceaux de feuilles se forment toute l'année et vivent entre 5 et 8 mois. Les rhizomes ont une croissance horizontale lente (3 à 5 cm par an) ce qui rend la posidonie très fragile. L'enchevêtrement des rhizomes, des racines, des graines de feuilles caduques et du sédiment piégé constituent la matte qui sert d'ancrage à l'herbier et de stabilisation des fonds marins.

La posidonie produit des fleurs d'août à novembre et donne des fruits, qui ressemblent à des olives, 6 à 9 mois après la floraison. Lors des tempêtes en automne, de grandes quantités de posidonies se détachent du fond et sont emportées. Les feuilles mortes finissent soit au large, soit sur les plages. Cette matière végétale s'accumule et se mélange au sable et l'ensemble forme des amas de plusieurs mètres d'épaisseur appelés banquettes de posidonies.

En 2014, les herbiers de posidonie occupaient 79 852 ha en Méditerranée française².

2- POURQUOI PROTEGER LA POSIDONIE³ ?

Les herbiers de posidonie ont la particularité de constituer à la fois une plante marine, protégée en tant que telle, et un habitat protégé également.

Outre le fait qu'ils font partie intégrante de nos écosystèmes et méritent à ce titre d'être préservés, les herbiers de posidonie rendent en plus de nombreux services aux sociétés humaines.

Plusieurs études ont été menées pour calculer la valeur économique des services écosystémiques rendus par les herbiers en France². En moyenne, les études menées entre 1997 et 2012⁴ chiffrent à 580 928 € /an la valeur d'un hectare de posidonies. C'est-à-dire que la posidonie rapporte un gain de plus de 46 milliards d'euros par an en France.

► HABITATS, FRAYERES ET NURSERIES

La posidonie abrite plusieurs milliers d'espèces : 20 à 25% des espèces animales et végétales connues en Méditerranée y sont observées. Les herbiers constituent des habitats indispensables à de nombreuses espèces qui vivent sur les feuilles (hydres, bryozoaires, ...), dans la matte (mollusques, ascidies, ...) ou dans l'ensemble de la posidonie (mollusques, isopodes, poissons).

¹ Préservation et conservation des herbiers à *Posidonia oceanica* - RAMOGE (2006) - Boudouresque C.F. *et al*

² Dossier « Impact du mouillage des grands navires en Méditerranée française » par MEDTRIX (2019)

³ Diagnostic de l'herbier de posidonie (Octobre 2014) – GIS POSIDONIE / Mairie de Hyères

⁴ Campagne *et al* ; Vasselo *et al* ; Costanza *et al*

De nombreux poissons et invertébrés marins se servent des herbiers comme frayères et nurseries car la densité des feuilles permet de protéger les larves et juvéniles des prédateurs.

De plus, les feuilles de posidonie sont une source de nourriture pour les herbivores et les feuilles mortes sont la base de l'alimentation des invertébrés qui se nourrissent de la matière organique en décomposition sur les plages.

► PROTECTION DES LITTORAUX CONTRE L'ÉROSION

Les posidonies sont très utiles pour lutter naturellement contre l'érosion des plages. Cette protection se fait grâce aux banquettes de posidonie qui atténuent l'impact des vagues (l'élasticité de la banquette de posidonie renvoie la force des vagues et protège le sable qui reste piégé en dessous) mais également dans l'eau, grâce aux herbiers vivants, qui limitent la houle et les courants.

Par ailleurs, sur les secteurs sableux, les feuilles mortes sont entraînées vers les dunes, ce qui permet de les stabiliser et d'apporter des nutriments aux végétaux endémiques qui s'y développent.

► PRODUCTION D'OXYGÈNE ET SEQUESTRATION DE CARBONE⁵

Les posidonies sont capables de produire de l'oxygène pur entre 15 et 20 litres par mètre carré et par jour, ce qui est considérable. Elles sont deux fois plus productives que les forêts tropicales. Les herbiers participent ainsi à l'oxygénation de l'eau de mer qui permet la vie de nombreux écosystèmes et espèces.

Par ailleurs, la matte est un piège à carbone essentiel et durable. Un hectare d'herbier de posidonie fixe tous les ans 1 tonne de carbone et 1 hectare de matte fixe quant à lui 1 500 tonnes de carbone. En comparaison, un hectare de forêt tempérée séquestre de 150 à 400 tonnes par an.

En prenant en compte l'épaisseur moyenne de la matte (de 1 à 4 m), le carbone stocké en Méditerranée par les herbiers de posidonie représenterait environ 25 % des émissions de dioxyde de carbone produites par les pays méditerranéens depuis le début de la révolution industrielle.⁶

► QUALITE DES EAUX MARINES

Une forte densité d'herbiers de posidonie permet de retenir les sédiments et de limiter la turbidité de l'eau. Les posidonies servent par ailleurs de bio-indicateur pour la qualité des eaux côtières de la mer Méditerranée.

En effet, elles sont très sensibles à la pollution du milieu dans lequel elles vivent : elles ne se développent que dans des eaux propres et non polluées. Lorsqu'on retrouve des banquettes de posidonies sur la plage, cela signifie qu'il y a un herbier de posidonie proche, ce qui donne un indice sur la qualité de l'eau. Les posidonies sont d'ailleurs utilisées par la directive-cadre de l'UE sur l'eau (Directive 2000/60/CE) en tant qu'outil d'évaluation écologique des eaux côtières⁷.

3- MENACES PESANT SUR LA POSIDONIE

Aux niveaux mondial et national, la posidonie est classée dans la catégorie « préoccupation mineure (LC) » selon les critères de la Liste Rouge mondiale de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)⁸ (évaluation faite en 2016).

⁵ Conférence de l'IMBE « L'herbier de Posidonie » (2017) - GIS Posidonie

⁶ Dossier Herbiers de posidonies sur « Planet vie » de Christine Pergent-Martini (juin 2016)

⁷ Laboratoire Environnement Ressources Provence Azur Corse – Stéphane Sartoretto (Mars 2008)

⁸ Site INPN – *Posidonia oceanica* Delile, 1813

Au niveau régional en revanche, elle a été classée comme espèce « en danger » sur la liste rouge régionale de la flore vasculaire de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En 100 ans, on estime que 10% de la surface des herbiers a été perdue dans le bassin méditerranéen. Certains secteurs de la région ont perdu plus de 100 ha d'herbiers de posidonie en quelques années : le Golfe de Juan (225 ha entre 2006 et 2018), le Golfe de Saint-Tropez (145 ha entre 2010 et 2018)⁹...

La posidonie est une espèce fragile du fait de la lenteur de sa croissance. Elle met donc longtemps à se remettre des impacts qu'elle subit.

► ARTIFICIALISATION DES CÔTES

La réalisation d'ouvrages tels que les digues et les ports menace les herbiers de posidonie.

Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les aménagements littoraux représentent 16% du linéaire de côte et 15% de la surface des fonds de moins de 10m¹⁰. La réalisation de ces ouvrages modifie les houles et les courants ce qui entraîne parfois une hypersédimentation qui va affaiblir les herbiers en les recouvrant.

Cela contribue par ailleurs à diminuer la transparence de l'eau, et donc les capacités de photosynthèse des herbiers. Lorsque les sédiments, plus nombreux, sont emmenés vers le large, ils peuvent entraîner avec eux les rhizomes qui se déchaussent.

De même les rechargements de plages augmentent également la turbidité de l'eau ce qui peut conduire à l'étouffement des herbiers à proximité.

► CHALUTAGE

Le chalutage impacte fortement les herbiers de posidonie. Cette technique consiste à remorquer un filet qui peut soit traîner sur le lit marin, soit évoluer en pleine eau. Lorsque le filet traîne sur le fond, il racle tout ce qui s'y trouve (espèces protégées ou non) et est susceptible de détruire les herbiers.

De plus, cette activité augmente la turbidité de l'eau en déplaçant les sédiments.

Le gangui, technique de pêche pratiquée dans la région de Toulon, consiste à racler le fond marin avec un filet aux mailles serrées et avec une armature en métal.

L'Article 4 du [Règlement \(CE\) n° 1967/2006 du Conseil du 21 décembre 2006](#) interdit en principe de pratiquer le chalutage au-dessus des herbiers de posidonie, mais des dérogations sont possibles.

L'article [D.922-16 du Code rural et de la pêche maritime](#) interdit l'usage des filets remorqués à moins de trois milles de la laisse de basse mer des côtes, mais le préfet de région peut déroger à cette interdiction ([☑ article D922-17 du Code rural et de la pêche maritime](#)).

Le [Plan de gestion Méditerranée - Chalut](#) précise qu' « *il est interdit de chaluter à moins de 3 milles nautiques de la côte, à l'exception de deux secteurs :*

- *Entre Marseille et la Ciotat, le chalutage est autorisé à partir de l'isobathe des 100 mètres lorsque cette profondeur est atteinte à moins de trois milles de la côte.*

⁹ Impact du mouillage des grands navires en Méditerranée française, [MEDTRIX](#) [consulté en février 2020]

¹⁰ Préservation et conservation des herbiers à *Posidonia oceanica* - RAMOGE (2006) - Boudouresque C.F et al

- Dans les eaux du département des Bouches-du-Rhône, le chalutage est autorisé dans le golfe de Fos dans une zone allant du droit de la bouée de Piemanson au droit du cap Couronne au delà de 1,5 mille nautique de la côte lorsque la profondeur est supérieure à 50 m. »

► MOUILLAGE DES NAVIRES

Les herbiers de posidonie couvrent 33,5% des fonds marins de la région, entre 0 et 40m de profondeur. Or, c'est aussi à cette profondeur que les navires vont effectuer leurs ancrages ce qui impacte fortement l'espèce.

Au moment de l'ancrage, les rhizomes sont cassés. La chaîne en mouvement du fait de l'hydrodynamisme racle les herbiers. Enfin, lorsque l'ancre remonte, des mottes d'herbiers sont arrachées.

L'ancre est parfois trainée sur les fonds marins, arrachant les herbiers sur son passage. Plus le navire est grand, plus l'ancre est lourde ce qui aggrave l'impact.

Par ailleurs, lorsqu'un navire est à l'arrêt, il rejette parfois des eaux usées qui vont avoir un impact sur la turbidité de l'eau et donc sur les posidonies.

Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'arrêté de la préfecture maritime n°123/2019 du 3 juin 2019 fixe le cadre général du mouillage et de l'arrêt des navires dans les eaux intérieures et territoriales françaises de Méditerranée. Dans ses articles 6.1 et 6.2, il dispose que le mouillage ne doit pas porter atteinte à une espèce végétale marine protégée, ni à un habitat d'espèces végétales marines protégées. En vertu de la réglementation européenne et française, *Posidonia oceanica* est une espèce végétale marine protégée. Donc cet arrêté interdit tout mouillage qui pourrait porter atteinte à un herbier.

SANCTION. – Les infractions à cet arrêté sont des contraventions, punies par l'article L.5424-2 du Code des transports, et les articles R.610-5 et R.131-13 du Code pénal.

► POLLUTION DE L'EAU

Les rejets urbains et le déplacement de sédiments ont pour conséquence directe de diminuer la transparence de l'eau et donc d'entraver la photosynthèse. Les herbiers, affaiblis, perdent en densité et meurent. Une diminution de 70% de l'éclairement provoque en 3 mois la mort de 90% des faisceaux¹¹.

Ces rejets urbains comportent également beaucoup de polluants tels que des résidus de détergent, hydrocarbure, pesticide, métaux lourds, etc. Ces polluants réduisent la vitalité des herbiers.

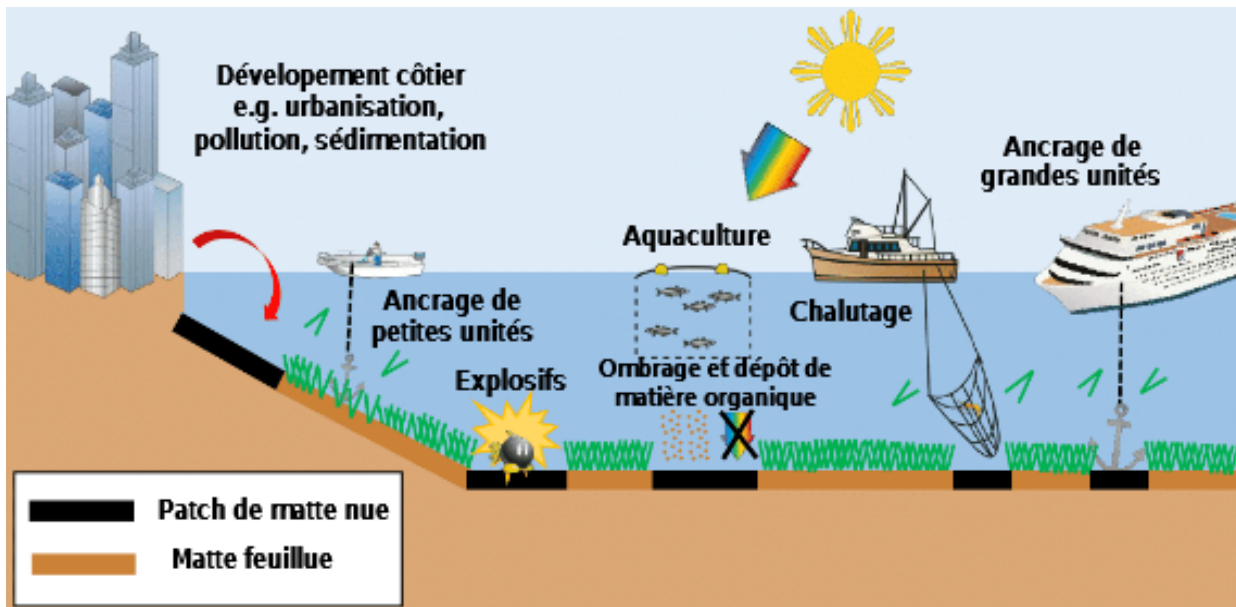
Ils vont s'accumuler dans le sédiment et vont ensuite contaminer les racines, les rhizomes et les feuilles.

L'aquaculture a également un impact négatif sur les herbiers puisque les fermes aquacoles modifient la teneur en matière organique et en azote du sédiment et empêchent la lumière de passer.

► RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le réchauffement de la mer Méditerranée est dangereux pour les posidonies qui ne survivent pas dans une eau supérieure à 29,2°C. Ce réchauffement climatique entraîne également la fonte des glaces et donc la montée du niveau marin (en 1000 ans, le niveau de la mer a augmenté de près de 1m) ce qui aura un impact à long terme sur la répartition des herbiers et leur capacité de photosynthèse.

¹¹ Préservation et conservation des herbiers à *Posidonia oceanica* - RAMOGE (2006) - Boudouresque C.F et al



SOURCE¹²: Impact des activités anthropiques générant des inter-mattes au sein des paysages sous-marins à *Posidonia oceanica* (Abadie 2016)



CONNAÎTRE LA RÉGLEMENTATION...

1- CADRE GÉNÉRAL APPLICABLE AUX ESPÈCES PROTÉGÉES

PRINCIPE – La posidonie est une espèce protégée au titre des réglementations internationale, européenne et nationale. L'arrêté du 19 juillet 1988 relatif à la liste des espèces végétales marines protégées et pris en application de l'article L.411-1 du C. de l'environnement cite *Posidonia oceanica* parmi les espèces protégées sur le territoire. Elle bénéficie donc du régime de protection applicable à toutes les espèces protégées.

Article L.411-1 du Code de l'environnement

1. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : [...]

2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ;

3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ; [...]

SANCTION. – L'article L. 415-3 du code de l'environnement prévoit qu'il : « Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende : 1° Le fait, en violation des interdictions ou des prescriptions prévues par les dispositions de l'article L. 411-1 et par les règlements ou les décisions individuelles pris en application de

¹² ANDROMEDE, 2018. Surveillance biologique dans la région Ouest de la Provence-Alpes-Côte d'Azur et en région Occitanie– Analyse des données 2018 – Réseau TEMPO de suivi des herbiers de posidonie. Contrat Andromède Océanologie / Agence de l'eau.

l'article L. 411-2 : a) De porter atteinte à la conservation d'espèces animales non domestiques, à l'exception des perturbations intentionnelles ;

b) De porter atteinte à la conservation d'espèces végétales non cultivées ; [...]

La tentative des délits prévus aux a à d est punie des mêmes peines ;

2° Le fait d'introduire volontairement dans le milieu naturel, de transporter, colporter, utiliser, mettre en vente, vendre ou acheter un spécimen d'une espèce animale ou végétale en violation des articles L. 411-4 à L. 411-6 ou des règlements et des décisions individuelles pris pour leur application ;

3° Le fait de produire, ramasser, récolter, capturer, détenir, céder, utiliser, transporter, introduire, importer, exporter ou réexporter tout ou partie d'animaux ou de végétaux en violation des articles L. 411-6 et L. 412-1 ou des règlements et des décisions individuelles pris pour leur application ; [...]

L'amende est doublée lorsque les infractions visées aux 1° et 2° sont commises dans le cœur d'un parc national ou dans une réserve naturelle.

Lorsqu'une personne est condamnée pour une infraction au présent article, le tribunal peut mettre à sa charge les frais exposés pour la capture, les prélèvements, la garde ou la destruction des spécimens rendus nécessaires. »

EXCEPTION – Le 4ème point de l'article L.411-2 du Code de l'environnement précise les conditions nécessaires pour pouvoir déroger à l'interdiction formulée à l'article L.411-1.

Article L.411-2 du C. de l'environnement

I. – Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées :

[...]

4° La délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, pouvant être évaluée par une tierce expertise menée, à la demande de l'autorité compétente, par un organisme extérieur choisi en accord avec elle, aux frais du pétitionnaire, et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle :

a) Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ;

b) Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ;

c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ;

d) A des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement et de réintroduction de ces espèces et pour des opérations de reproduction nécessaires à ces fins, y compris la propagation artificielle des plantes ;

e) Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, d'une manière sélective et dans une mesure limitée, la prise ou la détention d'un nombre limité et spécifié de certains spécimens.

⚠ Les trois conditions fixées par cet article sont distinctes et cumulatives. Les cinq motifs listés du a) au e) sont limitativement énumérés.

Une demande de dérogation devra donc être étayée et motivée, et l'arrêté préfectoral qui accorderait cette dérogation devra également démontrer en quoi les trois conditions sont remplies. La caractérisation d'une seule des conditions n'est pas suffisante pour justifier l'octroi d'une dérogation.

La procédure et le contenu du dossier de demande de dérogation à l'interdiction de coupe, mutilation, arrachage, cueillette ou enlèvement de végétaux d'espèces protégées est fixé par [l'arrêté du 19 février 2007](#) et par l'annexe 17 de la [circulaire du 21 janvier 2008](#). Les projets d'arrêtés de dérogation sont soumis à consultation du public. La DREAL a mis au point en 2018 une liste de [recommandations](#) sur le contenu du dossier de demande de dérogation « espèce protégée » pour un projet d'aménagement.

■ EXEMPLE JURISPRUDENTIEL ■

 [CE n°413267 Val Tolosa, 25 mai 2018](#)

7. Il résulte de ces dispositions qu'un projet d'aménagement ou de construction d'une personne publique ou privée susceptible d'affecter la conservation d'espèces animales ou végétales protégées et de leurs habitats ne peut être autorisé, à titre dérogatoire, que s'il répond, par sa nature et compte tenu notamment du projet urbain dans lequel il s'inscrit, à une raison impérative d'intérêt public majeur. En présence d'un tel intérêt, le projet ne peut cependant être autorisé, eu égard aux atteintes portées aux espèces protégées appréciées en tenant compte des mesures de réduction et de compensation prévues, que si, d'une part, il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et, d'autre part, cette dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle.

2- ESPACES PROTEGES EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

► PARCS NATIONAUX MARINS

Dans la région, deux parcs nationaux incluent des espaces marins : Le parc de Port-Cros et Porquerolles¹³ et le parc des Calanques¹⁴.

Au sein de ces deux parcs, il est interdit :

- de porter atteinte « aux végétaux non cultivés » dans l'ensemble du périmètre du parc
- de détenir, transporter, ou emporter des végétaux non cultivés qui proviennent du cœur du parc
- de mettre en vente, vendre ou acheter les végétaux non cultivés qui proviennent du cœur du parc.

Il est par ailleurs interdit d'utiliser des filets trainants sur les fonds (chaluts, ganguis...) dans le cœur marin des deux parcs. Dans le parc des Calanques ces pratiques sont admises pour les pêcheurs professionnels en dehors de la zone cœur.

Des zones de mouillage ont été définies autour des îles de Porquerolles et de Port-Cros dans les arrêtés préfectoraux [n°196/2018](#) et [n°189/2017](#) qui interdisent notamment le mouillage des navires de plus de 30m.

¹³ [Décret n°2009-449 du 22 avril 2009](#)

¹⁴ [Décret n°2012-507 du 18 avril 2012](#)

Dans le parc des Calanques, des bouées de mouillages fixes ont été placées pour éviter le mouillage des navires dans des secteurs fragiles.

Les plongeurs sont également tenus de respecter certaines mesures de sécurité pour éviter d'abîmer les herbiers. Une [charte plongée](#) est régulièrement actualisée dans le parc des Calanques et dans celui de [Port-Cros Porquerolles](#).

SANCTION. – Les articles [L.331-26 et suiv. du Code de l'environnement](#) prévoient notamment qu'il « est puni de 2 ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende le fait de contrevenir aux dispositions des articles L. 331-4 à L.33-16 [...] en se livrant, dans le cœur d'un parc, à des activités interdites ou en méconnaissance de la réglementation dont elles sont l'objet.

La tentative de l'infraction est punie des mêmes peines. »

► [NATURA 2000 EN MER](#)

La [directive européenne 92/43/CEE du Conseil concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages](#) a mis en place le réseau de sites Natura 2000.

Sur la base d'inventaires et d'études scientifiques, l'Union européenne a identifié sur son territoire les espèces animales et végétales ainsi que les habitats « en danger de disparition », « vulnérables », « rares » ou « endémiques ». Ces espèces et habitats, dont la posidonie, sont définis comme étant [d'intérêt communautaire](#) et bénéficient de mesures de conservation spécifiques (code [n°1120](#)).

La posidonie est classée comme espèce protégée dont le prélèvement et l'exploitation doivent faire l'objet de mesures de gestion. La désignation de zones spéciales de conservation est nécessaire et un régime de protection strict doit lui être appliqué.

A ce jour, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur compte 13 sites Natura 2000¹⁵ en mer dont la majorité concerne la préservation des posidonies : Baie et cap d'Antibes-îles de Lerins, baie de la Ciotat, Calanques et îles Marseillaises, Cap Canaille, Cap Sicié-Six-Fours, rade d'Hyères ...

Ces sites ne sont pas incompatibles avec l'exercice de certaines activités humaines, mais elles y sont soumises à évaluation d'incidences et strictement encadrées ([articles L.414-1 et suiv.](#) et [R.414-9 et suiv. du C. de l'environnement](#)).

SANCTION. – L'article [L.415-8 du Code de l'environnement](#) prévoit qu'il « Est puni de six mois d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende le fait de réaliser un programme ou un projet d'activité, de travaux, d'aménagement, d'ouvrage ou d'installation ou une manifestation ou une intervention en méconnaissance des engagements spécifiques mentionnés au II de l'article [L. 414-3](#).

Ces peines sont doublées lorsque cette réalisation a porté atteinte aux habitats naturels ou aux espèces végétales ou animales justifiant la désignation du site Natura 2000 concerné par ces engagements. »

¹⁵ Voir la liste complète [ici](#)

3- ENJEUX SPECIFIQUES AUX POSIDONIES


► NETTOYAGE DES PLAGES

PRINCIPE – Les interdictions posées à l'article L.411-1 du Code de l'environnement (cueillette, enlèvement des végétaux, transport, détention...) s'appliquent aux espèces protégées, qu'elles soient vivantes ou mortes. Ainsi, les banquettes de posidonies sur les plages sont concernées par cet article, au même titre que les herbiers vivants au fond de l'eau. Une demande de dérogation espèce protégée formelle devrait être nécessaire pour déplacer les banquettes échouées sur les plages.

La DREAL en région Provence-Alpes-Côte d'Azur préconise de ne pas déplacer les banquettes de posidonies, y compris en période estivale¹⁶. Exceptionnellement, à partir de mai/juin, les banquettes peuvent être déplacées, si elles posent un problème de sécurité pour l'accueil du public par exemple.

La DREAL rappelle qu'en aucun cas les banquettes ne peuvent être détruites, évacuées en décharge ou valorisées. Elle propose des mesures de gestion, par exemple, les étaler sur une partie de plage moins fréquentée ou soumise à érosion, les déplacer vers une autre plage, les repousser directement en mer lorsque les conditions permettent leur entraînement loin de la côte ...

Dés la fin de saison estivale, les banquettes doivent être remises sur la surface de la plage initiale ou déplacées vers une autre plage qui serait soumise à érosion.

Par ailleurs, en fonction du coût des opérations, le déplacement des banquettes de posidonie peut relever de la législation IOTA ( article R.214-1 du C. de l'environnement). Cet article dispose en son 4.1.2.0. que « *les travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu sont soumis à :*

- *Autorisation pour les travaux d'un montant supérieur ou égal à 1 900 000 euros ;*
- *Déclaration pour les travaux d'un montant supérieur ou égal à 160 000 euros mais inférieur à 1 900 000 euros. »*

Les étapes de la procédure d'autorisation environnementale unique sont précisées aux articles R.181-13 et suiv. du Code de l'environnement et celles de la procédure de déclaration aux articles R.214-32 et suiv. du Code de l'environnement¹⁷. Une enquête publique est nécessaire lorsque les travaux sont soumis au régime de l'autorisation environnementale.

EXCEPTION – Toutefois, vue la régularité du phénomène, des atténuations à ces procédures se sont développées en pratique. La gestion des banquettes de posidonies est presque systématiquement prévue dans les contrats de concession de plage, signés entre l'Etat (propriétaire du domaine public maritime) et la commune ou intercommunalité.

Les cahiers des charges autorisent le déplacement et le stockage temporaire des banquettes sans procédure de dérogation dès lors qu'elles ne sont pas définitivement évacuées. La commune ou intercommunalité doit néanmoins demandeur l'accord préalable de la DDTM pour initier une telle opération, en particulier si cela implique la circulation d'engins de travaux.

¹⁶ DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur, service Biodiversité, Eau et Paysages, Améliorer la gestion de la posidonie sur les plages (avril 2019)

¹⁷ Voir également même s'il est un peu ancien, le Guide de l'instruction des autorisations/déclarations IOTA (octobre 2010) réalisé par la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature

► RECHARGEMENT DES PLAGES EN SABLE

Les opérations de rechargement de plages quelques soient les volumes, procédés et matériaux envisagés sont encadrées par des formalités réglementaires.

La DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur souligne que ces opérations peuvent avoir un impact sur le milieu marin, notamment sur les posidonies, et sont à éviter autant que possible¹⁸.

Elles sont soumises à examen au cas par cas au titre de la rubrique 13 du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

🔗 PROCEDURE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS

Cette procédure permet de déterminer si des plans, programmes ou travaux doivent être soumis à évaluation environnementale au vue de leurs impacts éventuels sur l'environnement ou la santé. Le pétitionnaire établit un dossier de demande d'examen au cas par cas qu'il transmet, complet, à la mission régionale d'autorité environnementale.

Elle se prononce dans un délai de 35 jours pour dire s'il y a lieu de faire une évaluation environnementale ou non. L'absence de décision à l'issue de délai vaut obligation de soumission à évaluation environnementale (📄 art. R.122-3 du C. de l'environnement).

⚠ Le préfet de région est encore aujourd'hui l'autorité environnementale compétente pour déterminer si un projet doit être soumis ou non à évaluation environnementale. Cela a été rappelé dans plusieurs décisions de justice récentes.

🏛 Conseil d'Etat, n°425451, 5 février 2020. - 5. Lorsque le projet est autorisé par un préfet de département autre que le préfet de région, l'avis rendu sur le projet par le préfet de région en tant qu'autorité environnementale doit, en principe, être regardé comme ayant été émis par une autorité disposant d'une autonomie réelle répondant aux exigences de l'article 6 de la directive du 13 décembre 2011, sauf dans le cas où c'est le même service qui a, à la fois, instruit la demande d'autorisation et préparé l'avis de l'autorité environnementale.

Au titre de la réglementation IOTA, les opérations de rechargement relèvent soit du régime de la déclaration soit de l'autorisation en fonction de l'opération et des volumes concernés.

📄 Article R.214-1 du C. de l'environnement

4.1.2.0. Travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu :

1° D'un montant supérieur ou égal à 1 900 000 euros (A) ;

2° D'un montant supérieur ou égal à 160 000 euros mais inférieur à 1 900 000 euros (D).

4.1.3.0. Dragage et/ ou rejet y afférent en milieu marin :

¹⁸ DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur, service Biodiversité, Eau et Paysages, Améliorer la gestion de la posidonie sur les plages (avril 2019)

1° Dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence N2 pour l'un au moins des éléments qui y figurent (A) ;

2° Dont la teneur des sédiments extraits est comprise entre les niveaux de référence N1 et N2 pour l'un des éléments qui y figurent :

[...]

b) Et, sur les autres façades ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines :

I.-Dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m3 (A) ;

II.-Dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est inférieur à 5 000 m3 (D) ;

3° Dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent :

a) Et dont le volume in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 500 000 m3 (A) ;

b) Et dont le volume in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal [...] à 500 m3 ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines, mais inférieur à 500 000 m3 (D).


L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir. Les rejets afférents aux dragages donnant lieu à des opérations d'immersions et dont les paramètres sont inférieurs aux seuils d'autorisation sont soumis à déclaration.

Si la plage est située sur un site Natura 2000 ou à proximité, et que l'opération risque d'affecter ce site de manière significative, elle devra également être soumise à évaluation d'incidences au titre de l'article L.414-4 du Code de l'environnement.



AGIR...

DENSITE DE L'HERBIER DE POSIDONIE

La présence d'herbiers de posidonie a pu motiver le refus de certaines autorisations d'occupation du domaine public maritime ou aménagements ( [CAA Marseille n°17MA02410, 26 octobre 2018](#) ; [Conseil d'Etat n°372537 du 17 juin 2015](#)).

A l'inverse, lorsqu'il y avait des mattes mortes avec quelques faisceaux isolés ou des tâches résiduelles ne constituant pas un herbier à part entière, leur destruction a pu être admise ([exemple](#) de la plage de Corbières à Marseille) ; De même, des aménagements sont parfois possibles malgré la présence dense et avérée d'herbiers, avec plus ou moins de mesures de protection¹⁹.

Comment définir le seuil à partir duquel des faisceaux isolés ou des tâches de posidonies ne constituent pas un herbier digne de protection ? D'autant que du fait de sa croissance lente, des faisceaux isolés peuvent être le signe d'une posidonie en expansion. Cette question n'a malheureusement pas été tranchée et les juridictions continuent d'apprécier au cas par cas.

¹⁹ Voir le cas du [Port-Vendres dans les Pyrénées-Orientales](#) et celui de l'extension du [Port de la Pointe Rouge](#) à Marseille

1- COMMENT CONTESTER UNE DECISION ADMINISTRATIVE QUI PORTERAIT ATTEINTE A UN HERBIER DE POSIDONIE ?

Qu'il s'agisse de l'arrêté accordant une dérogation ou d'une autorisation/déclaration au titre de la réglementation IOTA, ces décisions administratives peuvent être contestées devant les juridictions.

La réglementation IOTA relève du régime de plein contentieux tandis que la contestation d'une dérogation espèce protégée relève de l'excès de pouvoir²⁰.

■ EXEMPLE JURISPRUDENTIEL ■

 CAA Marseille n°17MA02410, 26 octobre 2018

11. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que l'emprise du projet de parc aquatique est située dans une zone de protection spéciale du réseau Natura 2000 ; qu'il ressort des photographies aériennes produites par le préfet de la Corse-du-Sud en première instance que les fonds marins situés sur le site comportent des herbiers de posidonies, espèces marines protégées en vertu de l'arrêté interministériel du 19 juillet 1988 susvisé ; qu'alors même que ces herbiers ne seraient pas particulièrement nombreux ou denses, leur présence ou la nécessité de leur reconstitution justifie le refus opposé au regard des exigences susmentionnées de l'article L. 2124-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;

✓ **Le référé suspension²¹.** – Ces procédures devant le juge administratif sont souvent longues. Pour prévenir une atteinte imminente il sera parfois nécessaire d'engager en parallèle un référé suspension. Cette procédure permet de suspendre l'exécution d'une décision administrative de façon temporaire jusqu'à ce qu'une décision de justice au fond soit prise. Pour engager cette procédure, il faudra démontrer que trois conditions sont remplies, de façon cumulative :

- Un recours au fond contre la décision doit avoir été déposé devant le Tribunal administratif compétent ;
- L'urgence est caractérisée, c'est-à-dire que la décision est susceptible de produire un dommage grave et irréversible sur l'environnement ;
- Il y a un doute sérieux quant à la légalité de l'acte contesté.

2- QUE FAIRE FACE A L'ATTEINTE D'UN HERBIER DE POSIDONIE ?

✓ **Récoltez des preuves de l'atteinte.** – La récolte de preuves est primordiale. Il est important de prendre des photos de l'atteinte constatée (travaux en cours, mouillage du navire, herbiers sur l'ancre...). Prenez des photos sous différents angles notamment pour avoir une idée de l'ampleur.

Si possible, placez un journal daté du jour de la prise de photos dans un coin de la photo afin d'appuyer la preuve de la date du cliché.

✓ **Vérifiez l'existence d'une autorisation.** – Avant toute signalisation d'infraction, il convient de se renseigner afin de savoir si les formalités administratives ont été respectées. Il faut vérifier qu'un arrêté de

²⁰ Nous vous invitons à vous référer aux fiches de procédure correspondantes.

²¹ Voir également la fiche correspondante pour plus de précisions.

dérégulation autorisant la destruction (ou toute autre activité prévue à l'article L.411-1 du C. de l'environnement) d'un herbier a bien été délivré, et si c'était nécessaire que la réglementation IOTA a également été respectée (arrêté d'autorisation ou récépissé de déclaration).

Vous pouvez regarder sur le site de la Préfecture du département concerné, ou demander aux autorités compétentes (services de la DDTM). Vous pouvez également demander des renseignements à la municipalité ou la préfecture maritime.

✓ **Prévenez les autorités compétentes.** – Toutes les autorités listées à [l'article L.415-1 du Code de l'environnement](#) sont compétentes pour constater l'infraction de destruction d'espèce protégée.

En matière de IOTA, les agents habilités sont énumérés à [l'article L. 172-1 et du Code de l'environnement](#). [L'article L.173-1 du C. de l'environnement](#) prévoit que « Est puni d'un an d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende le fait, sans l'autorisation, d'exercer cette activité [...] »

[L'article R.216-12 du C. de l'environnement](#) prévoit quant à lui « Est puni de l'amende prévue pour la contravention de la 5e classe : le fait, lorsqu'une déclaration est requise pour un ouvrage, une installation, un travail ou une activité, de l'exploiter [...], d'exercer une activité ».


Si l'infraction a lieu dans un parc naturel ou un site Natura 2000, vous pouvez également contacter les autorités gestionnaires de l'espace concerné.

En cas de mouillage contraire à [l'arrêté préfectoral n°123/2019 du 3 juin 2019](#), vous pouvez avertir les services de la préfecture maritime.

✓ **Une suite possible : le dépôt de plainte pour faire condamner l'infraction.** – La plainte permet de demander des sanctions pénales contre l'auteur des faits.

La plainte est à adresser au procureur de la république compétent sur le territoire de l'infraction. Il est également possible de porter plainte dans une gendarmerie. Un agent ne peut pas refuser de prendre votre plainte.

■ EXEMPLE JURISPRUDENTIEL ■

 Tribunal correctionnel d'Ajaccio, 2 février 1990, *Port privé de J. Setton*

Dans ce jugement ancien, le Tribunal avait caractérisé l'infraction de « mutilation de végétaux protégés et dégradation des espèces ». M. Setton, avait en effet fait construire son port privé sans aucun permis, sur une tâche de 10 m² d'herbiers de posidonie et malgré un arrêté de suspension des travaux.

Le prévenu avait été condamné à la remise en état des lieux ainsi qu'à de fortes amendes. Les associations de défense de l'environnement qui s'était constituées parties civiles avaient reçu des dommages et intérêts en réparation de leur préjudice.